



## Déclaration de la **CGT Educ'action 92** au C.T.S.D. des Hauts de Seine (1<sup>er</sup> février 2012)

Préparer cette rentrée comme les autres rentrées précédentes c'est se dire une fois de plus : mais comment va-t-on supprimer des postes ? Au lieu de discuter de la pertinence de choix pédagogiques et de ce qui serait bon pour le système éducatif, les représentants des personnels doivent se battre pour que les agents comme les élèves puissent continuer à avoir des conditions d'études les plus correctes possibles compte tenu de ce qui est proposé, à vérifier que la carte des formations ne se réduise pas à peau de chagrin, que les conditions de travail en classe ne soient pas intenable. Nous ne sommes pas sur des critères pédagogiques mais bien sur des critères comptables pour réaliser les économies à tout prix du gouvernement. C'est entre autres ce que les personnels en grève hier contestaient dans la rue.

Alors que le boom démographique entamé au début des années 2000 atteint **les collèges**, les effectifs élèves ne semblent pas augmenter dans les Hauts de Seine, la question (comme pour les lycéens de la voie professionnelle) est : mais où passent les élèves ? Dans la **voie générale**, la réforme du lycée va cette année donner lieu à de nouvelles suppressions de postes via les regroupements de séries, les groupes de compétences en langues ou l'augmentation des effectifs par classe voire par l'augmentation des HSA.

**Dans la voie professionnelle**, la généralisation du bac pro 3 ans a permis de réaliser les vœux du ministère et du gouvernement c'est-à-dire réaliser des économies substantielles sur le dos des élèves qui en ont le plus besoin d'école. Les conséquences sont désastreuses pour les établissements : ainsi cette année le LP Garamont de Colombes perd 4 divisions du fait de la fin de la généralisation. Dans le même ordre d'idées, faire entrer à marche forcée dans un cycle de trois ans a eu comme conséquences la sortie en nombre d'élèves en cours de cursus (- 1 571 élèves sur l'académie), et cela ce n'est pas seulement la CGT Educ'Action qui le dit, ce sont aussi les explications avancées par le rectorat pour la baisse des effectifs. Nous demandons donc officiellement les taux de passage en Première puis en Terminale Bac pro 3 ans dans le département. Par ailleurs, de nombreux établissements nous ont fait remonter des effectifs très supérieurs aux prévisions de l'IA, ce qui a comme conséquences des DHG qui ne permettent pas de fonctionner correctement, les exemples sont assez nombreux, nous y reviendrons lors de l'étude des DHG par établissements.

Comme si cela ne suffisait pas, les « réformes », notamment celle de la fusion des bac pro compta et secrétariat, là encore servent à faire des économies et menace même des établissements. C'est le cas du LP Langevin à Nanterre qui de 3 divisions de seconde bac pro tertiaire passe à 1.5 division, le tout dans un bassin où le tertiaire est roi. Ironie de l'histoire : le bac pro 3 ans devait permettre une meilleure insertion professionnelle par le biais d'une poursuite d'étude en BTS. On pourrait penser que, compte tenu de la nature des emplois de la Défense, cela correspond à ce profil, eh bien non ! La CGT Educ'action a du mal à comprendre la logique suivie. Aujourd'hui avec le bac pro 3 ans ce sont moins d'élèves qui viennent en LP que du temps de la coexistence BEP/bac pro 2 ans. Les annonces par le président de la république de mettre sous apprentissage forcé les dernières années de bac pro et de CAP montre le peu de cas qui est fait de l'enseignement professionnel initial public, pour lequel la CGT se bat depuis plus de 60 ans maintenant. Mépris mais aussi méconnaissance du système car en temps de crise quand les entreprises ferment, les apprentis reviennent vers l'enseignement professionnel !

Au final, les enseignants non-titulaires risquent de connaître un véritable « plan social » à la prochaine rentrée avec la mise au chômage d'enseignants exerçant depuis des années dans les établissements du 92 ; les titulaires vont subir une grave dégradation de leurs conditions de travail.

Nous n'avons eu cesse de le dire ces dernières années : toutes les « réformes » qu'a connues le système éducatif avaient pour objectif prioritaire la réduction du nombre de fonctionnaires (casse de la formation initiale et continue, socle commun, séries technologiques, Bac pro 3 ans, réforme du lycée...) mais aussi mettre une autre école en place une école plus inégalitaire. Malheureusement les faits semblent nous donner raison, et ce ne sont pas les expérimentations type Eclair qui (outre le fait qu'elles n'aident pas l'éducation prioritaire) sont un véritable laboratoire de l'autonomie et de l'individualisme, à l'opposé de l'école des solidarités et du plaisir d'apprendre que nous défendons à la CGT.